

La voix de l'opposition de gauche

Le 13 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

Affirmer que j'aspire à une toute autre vie est un euphémisme, même si je ne suis pas le plus à plaindre, d'ailleurs je ne me plains pas hormis de l'existence du capitalisme qui nous pourrit l'existence. J'ai de quoi satisfaire l'essentiel de mes besoins matériels, tout en ayant en permanence à l'esprit que ce n'est pas le cas de milliards de travailleurs et leurs familles dans le monde. Quant au reste ou à mes autres besoins, à tout le reste et c'est considérable, c'est misérable ou cauchemardesque, on s'efforce de s'en tenir à nos principes pour demeurer digne de notre idéal, c'est lui qui nous en donne la force.

Comme dans bien des cas au lieu de considérer l'ensemble de nos besoins et aspirations, on les traite séparément, quand pire encore on les oppose les uns aux autres, cautionnant au passage la société détestable dans laquelle on vit ou pour se donner bonne conscience, témoignant qu'on n'a pas réellement saisi les rapports qui existent entre les deux et qui ont pour origine commune la survie du capitalisme.

Toutes les questions matérielles ramèneraient au capitalisme, et toutes les autres seraient du domaine individuel et devraient être traitées sous un angle philosophique ou autres, alors que toutes ramènent à la même idéologie.

Quand on est viscéralement anticapitaliste, les conditions matérielles d'existence qui incluent ou dépendent des conditions de travail (ou de rémunération), sont inséparables de notre mode de vie, de notre destin, du pouvoir d'en décider librement, de tous les rapports que nous avons avec les autres membres de la société et ses institutions, le perdre de vue ou ne pas en avoir suffisamment conscience nous conduit à l'impuissance pour combattre le capitalisme, cela peut même nous amener à lutter contre notre propre cause au côté de nos ennemis ou à faire preuve d'indifférence envers ceux qui sont moins bien lotis que nous ici ou ailleurs dans le monde, c'est le lot peu enviable de tous ceux qui refusent de rompre avec le capitalisme. Le ménager, c'est comme laisser prospérer la vermine qui s'est infiltrée dans un sac de riz, finalement elle finira par le contaminer entièrement. J'en mange tous les jours donc j'y suis très attentif, qui plus est au regard de la pauvreté ou de la misère qui m'entoure, c'est la moindre des choses.

On nous dit que la pauvreté aurait reculé dans le monde, si sur le plan matériel la condition des masses s'est partiellement améliorée, en revanche sur tous les autres plans, y compris le taux d'exploitation, la situation ou tous les rapports dans la société n'ont cessé de se détériorer pour devenir nauséabonds. En dehors des riches, tout le reste de la population a un mode de vie vraiment contraint, débile, insupportable de la naissance jusqu'à la mort. Alors à quoi bon avoir un revenu meilleur ou bénéficier d'un statut supérieur pour vivre dans des conditions pareilles ?

Quand on évoque la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses (et des militants), on pense avant tout à cette question déterminante, qui ne peut pas être résolue sans remettre en cause les fondements de la société et du capitalisme.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

Dans quel monde vivons-nous ? L'orientation de la société, votre destin : Ce n'est pas votre affaire !

La World Policy Conference (WPC) ou la Conférence sur la politique mondiale est une conférence annuelle, fondée en 2008, par Thierry de Montbrial. (Bilderberg, Commission Trilatérale, la French-American Foundation, Le Siècle, la Revue des deux mondes, l'IFRI - ndlr)

En 2017, la World Policy Conference est classée 3ème meilleure conférence de think tank mondiale selon le classement des think tanks de l'Université de Pennsylvanie, Etats-Unis.

La World Policy Conference (WPC) est une organisation indépendante, dont l'objectif est de contribuer à améliorer la gouvernance dans tous ses aspects afin de promouvoir un monde plus ouvert, plus prospère, plus juste et respectueux de la diversité des États et des nations.

Sa réunion annuelle s'articule autour de débats qui rassemblent des dirigeants politiques et économiques, des diplomates, des représentants de la société civile, des experts et des journalistes du monde entier.

Fondements

La World Policy Conference (WPC) a été fondée en accord avec trois principes majeurs.

La nature de la mondialisation

La World Policy Conference (WPC) s'inscrit dans un contexte de mondialisation de plus en plus marqué où l'interdépendance des différents pays, que ce soit sur le plan politique, économique ou environnemental, n'a jamais été aussi forte. L'année de sa création, en 2008, la WPC avait ainsi pu aborder le sujet de la crise des subprimes qui venait d'éclater aux États-Unis et qui n'a depuis épargné aucun continent.

Les relations internationales restent centrées sur les relations entre les États

Malgré les phénomènes de mondialisation, le monde reste structuré autour des unités politiques que sont les États, caractérisés par un territoire, une population et un gouvernement, organisés autour d'une culture, de valeurs communes et d'institutions propres, et délimités par des frontières qui restent bien marquées.

La construction du nouveau système international – ou plutôt de sa gouvernance – n'est pas seulement l'affaire des États.

Dans le but d'assurer une bonne gouvernance mondiale, les États doivent se réformer et coopérer. Mais ils ne doivent pas être les seuls à aller dans ce sens. Les ONG ainsi que les think tanks, dont l'Ifri, ont également pour mission de participer au processus. Il convient de passer par des instances de décision où chaque membre a voix au chapitre et influe sur les choix qui s'opèrent. Enfin, les institutions mondiales (ONU), régionales (Union africaine, Ligue des États arabes), ou encore spécialisées (FMI, Banque mondiale, Agence internationale de l'énergie, Organisation mondiale de la santé) doivent s'adapter à la nouvelle configuration mondiale et trouver les solutions adéquates. (wikipedia.org)

LVOG - Le blog Les Crises.fr qui se présente comme un "*espace d'autodéfense intellectuelle*" a cru bon de publier un article faisant l'apologie de Thierry de Montbrial idéologue du néolibéralisme. (Un clinicien nommé Montbrial se porte au chevet du monde. Par Jean Daspry)

Les Crises.fr ont publié mon commentaire (soutenu par 30 lecteurs) :

Quand la réalité vous rattrape.

Biographie volontairement incomplète.

Thierry de Montbrial, un "*des rares penseurs qui osent encore s'exprimer à contre-courant de la doxa et des éléments de langage, nouvelle religion des temps modernes*", on s'étrangle en lisant cela !

Thierry de Montbrial, c'est le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, la French-American Foundation, Le Siècle, l'IFRI, etc. j'ignorais que Les Crises était compatible avec le néolibéralisme, ou non je le savais...

Mémoire déficiante ou sélective et ses ravages.

George Orwell (1984) - « *Le mensonge passe aux archives, devient vérité permanente. (...) De telles pratiques ne semblaient pas l'horrier. Elle ne sentait pas l'abîme s'ouvrir sous ses pieds à la pensée que des mensonges devenaient des vérités.* »

C'est le monde dans lequel nous vivons depuis toujours, et le plus étonnant ce sont ceux qui ne s'en aperçoivent seulement aujourd'hui ou qui font mine de le découvrir. Et encore, car selon eux ce serait une nouveauté ! Pourquoi ? Parce qu'ils n'en ont tiré aucune conclusion pratique dans le passé. Ils se sont laissés abuser ou ils se sont fourvoyés à croire des énormités parce que cela les arrangeait.

En réalité, ce qu'ils ne supportent pas ou les indisposent, c'est moins le fait qu'on ne les écoute pas ou qu'on leur dise de se taire, que de ne plus pouvoir continuer à colporter impunément ces mensonges avec lesquels leurs théories s'accommodaient sans pouvoir en changer, ce qui révèle leur inconsistance et leur opportunisme.

Le problème réside dans le fait que ceux qui sont censés transmettre des faits ou des connaissances ignorent la dialectique qui en était à l'origine ou le processus dialectique dans lequel ils s'inscrivaient, ce qui les conduit à se conformer au mode de penser en vigueur ou à l'idéologie adoptée par la majorité d'où ils tirent leur légitimité ou leur statut privilégié. Sans peine on conçoit que cette rente de la pensée obtenue à bon compte ou sans effort est somme toute plus confortable et stable, qui plus est elle ne présente aucun risque puisqu'elle est partagée par ceux qui détiennent le pouvoir...

Les mêmes causes produisent souvent les mêmes effets.

On peut être bourré d'illusions et mener un combat politique, mais on ne peut pas vaincre. Les meilleures intentions du monde n'ont jamais remplacé un programme et des objectifs politiques, il faut l'admettre et rectifier le tir ou encore en tirer rapidement les enseignements théoriques et pratiques, sinon on se condamne indéfiniment à l'échec.

Ce qui advient au mouvement initié le 17 novembre 2018 dit des Gilets Jaunes est comparable à ce qui arriva au mouvement ouvrier ou plus largement à la classe ouvrière. Durant la période d'après-guerre jusqu'aux années 80 les éléments les plus avancés et des couches entières de la classe ouvrière ainsi que des classes moyennes se tournèrent vers des partis (PCF et PS) qui prétendaient défendre leurs intérêts, alors qu'en réalité ils incarnaient ceux des capitalistes, cruelle illusion dont ils ne prendront jamais réellement conscience ou dont l'origine leur échappera, de telle sorte qu'ils n'en tireront aucune leçon pour la suite de leur combat, ce qui se traduira notamment par l'incapacité de se doter d'une nouvelle direction, d'un nouveau parti ouvrier. Voilà de quoi est issu le mouvement dit des Gilets Jaunes, dès lors il ne pouvait rien en sortir. Croire qu'on pourrait aller de l'avant en faisant abstraction des tâches que le mouvement ouvrier avait été incapables de résoudre allait fatalement aboutir au même résultat.

Pendant des décennies on a fait croire aux travailleurs qu'ils pourraient se servir du PCF et du PS pour faire avancer leur cause, parce qu'une fraction d'entre eux se tournaient vers ces partis, on a fait croire aux militants que cette orientation ou stratégie politique était juste parce qu'elle permettrait de lutter contre les illusions que les masses avaient placées dans ces partis, alors qu'en réalité c'était uniquement l'évolution de la crise du capitalisme et ses conséquences sur la condition des masses qui en auraient raison ou les entraîneraient à s'éloigner ou à rompre avec ces partis contre-révolutionnaires dans la mesure où ils se démasqueraient eux-mêmes.

Ce constat, qui porte sur la période actuelle depuis les années 80, c'était 40 ans plus tôt qu'il aurait fallu le faire. Pendant plus de 50 ans et même encore de nos jours, on nous explique qu'il était erroné parce qu'il aurait conduit à se couper des masses et à s'interdire de construire le parti, parlons-en, il n'existe pas et vous êtes coupés des masses.

L'union ou le tandem d'extrême droite LaRem et RN, le coup d'Etat permanent.

Cela ne s'invente pas. Même l'extrême droite à son "*aile gauche*".

Lu dans un article de FranceInfo : Brigitte Bourguignon, ex-socialiste du Pas-de-Calais, figure de l'aile gauche du groupe LREM.

Hier c'était le gaullisme (UDR-UMP-LR) qui avait son "*aile gauche*", la social-démocratie (PS) aussi, ne rigolez pas nombreux sont ceux qui l'ont cru, pas étonnant que ce mélange des genres ait donné LREM...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Macron commémore l'abolition de l'esclavage - AFP 10.05

Propagande de guerre. Otan en emporte Loiseau.

- Européennes : le jeu vidéo où Loiseau affronte Mélenchon représenté en insecte russe - Le Parisien 10.05

Le but était de faire parler de la campagne de Nathalie Loiseau, et c'est réussi. Le Parisien 10.05

Il y a ceux qui combattent pour des idées, pour une cause, et il y a ceux qui en vivent...

Le mouvement ouvrier et son avant-garde ont vécu sur la rente de la révolution d'Octobre jusqu'au début des années 90, date à laquelle elle fut coupée et ils commencèrent à se disloquer parce qu'ils ne s'étaient jamais renouvelés.

La révolution d'Octobre fut le produit d'un concours de circonstances exceptionnelles et de la rencontre d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire avec les masses exploitées et opprimées, c'est la combinaison de ces deux facteurs qui leur permit de vaincre. Aucun évènement comparable, aucune situation similaire ne se reproduira par la suite jusqu'à nos jours, et pour peu qu'il en ait existé un depuis, jamais aucun parti ouvrier authentiquement socialiste ou révolutionnaire y survivra...

On est passé de la lutte contre le capitalisme à la lutte avec le capitalisme...

Tous acceptent le joug, la dictature du capitalisme et de son Etat.

Affirmer que les syndicats sont des "organisations constituées par les salariés pour défendre leurs intérêts particuliers (matériels et moraux)", c'est exact, affirmer que leurs intérêts sont "opposés aux intérêts des capitalistes", c'est à la fois vrai et faux, conclure en affirmant que ce serait "en totale indépendance vis-à-vis d'eux et du gouvernement", c'est commettre un faux grossier, puisque si c'était le cas ils avanceraient des revendications correspondant à leurs aspirations ou besoins sans se soucier de savoir si elles sont ou non compatibles avec l'existence du régime capitaliste, et ils poursuivraient le combat jusqu'à leur satisfaction ou son renversement, ce qui n'est le cas d'aucun syndicat.

S'agissant des syndicats de fonctionnaires, c'est encore plus flagrant dans la mesure où la satisfaction de leurs revendications butant sur l'obstacle que constitue l'Etat, leur employeur, s'ils étaient réellement indépendants ils mettraient en avant la nécessité de substituer à l'Etat des capitalistes un Etat ouvrier qui seul pourrait satisfaire leurs revendications, or cela ne figure au programme ou dans les statuts d'aucun syndicat de fonctionnaires.

Parole d'internaute

- "*Le changement de société passe par une réappropriation de l'information, car on a beau être intelligent, si on ne raisonne pas sur des informations justes, on raisonne faux.*"

LVOG - Un juste constat. Après on doit s'interroger sur ce que signifie "être intelligent", parce qu'apparemment même parmi les personnes les mieux informées on peut observer qu'elles n'ont pas vraiment le comportement de personnes intelligentes en adoptant l'idéologie de la classe dominante ou en justifiant l'existence du capitalisme et tous ses crimes.

Le règne de la terreur. Un regard fatal. Cela ne serait jamais produit autrefois.

Une personne âgée tuée par «un groupe de jeunes» car elle regardait des enfants jouer - sputniknews.com 08.05

Un octogénaire qui regardait des enfants jouer dans la cour d'une école maternelle à Villeurbanne a été agressé le 30 avril par un «groupe de jeunes gens», qui l'ont accusé de tendances pédophiles avant de le bousculer violemment, rapporte Le Progrès.

Le vieil homme a fait une mauvaise chute qui a occasionné un important traumatisme crânien. Il a succombé deux jours plus tard à l'hôpital.

L'un des jeunes suspects, qui ne serait pas le principal auteur selon le parquet de Lyon, a été arrêté lundi. Une information judiciaire a été ouverte pour «violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner en réunion». sputniknews.com 08.05

Voilà quelle ignominie criminelle a atteint leur société pourrie. Peut-être que ce petit vieux observait ces enfants jouer en pensant à ses petits-enfants ou à ceux qu'il n'avait jamais eu, personne ne le saura, parole d'un grand-père. Heureusement qu'on n'a pas ce problème là en plus en Inde où je vis.

Qui a dit ?

- *"La seule régulation internationale que l'on peut admettre c'est celle de l'ONU".*

Réponse : Mélenchon dans une interview accordée à la chaîne YouTube Thinkerview le 6 mai.

LVOG - Les Palestiniens apprécieront, notamment. L'ONU qui a couvert toutes les guerres de l'impérialisme américain, britannique, français, etc.

- Les Arabes israéliens commémorent la "catastrophe" de l'exode des Palestiniens en 1948 AFP 10 mai 2019

Des milliers d'Arabes israéliens et de Palestiniens ont manifesté jeudi pour commémorer la "Nakba" ou la "catastrophe" qu'a représentée pour eux la création d'Israël et qui a été synonyme d'exode pour des centaines de milliers de Palestiniens.

Les juifs israéliens célèbrent parallèlement jeudi le "jour de l'Indépendance", anniversaire de la proclamation de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948 qui tombe cette année, selon le calendrier juif, le 9 mai.

Après cette proclamation, plus de 760.000 Palestiniens ont été poussés à l'exode ou chassés de chez eux et plus de 400 localités ont été rasées par les forces israéliennes. Ils réclament depuis le droit au retour.

Israël refuse, faisant valoir qu'autoriser même une fraction d'entre eux à revenir reviendrait à proclamer sa propre fin en tant qu'Etat juif.

Les Arabes israéliens sont les descendants de Palestiniens restés sur leurs terres après 1948. Ils représentent environ 17,5% des près de 9 millions d'Israéliens. Ils soutiennent en majorité la cause palestinienne. AFP 10 mai 2019

Juan Branco : Aventurier.

A l'époque, le jeune étudiant se cherche un peu politiquement. Après s'être présenté sur une liste des Verts aux municipales en 2008 à Paris, il crée à la fin de sa deuxième année le "think tank" Jeune République, identifié comme proche de Dominique de Villepin. *"Sur les idées, il y a toujours eu une certaine cohérence, par contre je me suis cherché sur la façon de les défendre"*, explique-t-il.

En 2012, à 22 ans, il devient collaborateur parlementaire d'Aurélie Filippetti. Du moins, sur le papier. En réalité, il travaille pour la campagne présidentielle de François Hollande au pôle "culture, audiovisuel et médias" dirigé par la députée socialiste de Moselle.

Après cette première expérience politique, tout s'enchaîne très vite. Il travaille pendant un an au Quai d'Orsay comme collaborateur extérieur, *"avec le conseiller spécial de Fabius sur les discours et les droits de*

l'homme." (Pour rappel : Fabius porte-parole des barbares d'Al-Nosra en Syrie... - LVOG) Il termine ses études à l'ENS et part à Yale en 2013, en tant que chercheur invité.

Juan Branco, à propos de La France insoumise à franceinfo - Idéologiquement parlant, ça me semble toujours être l'offre politique la plus intéressante. Mais je suis convaincu que ce n'est pas à l'intérieur du système qu'on trouvera la solution. francetvinfo.fr 07.05

LVOG - Formule pour le moins ambiguë, "<i>je suis convaincu que ce n'est pas à l'intérieur du système qu'on trouvera la solution</i>", or c'est justement là qu'elle est... pour en sortir ! Je veux dire par là une fois parvenu à la conclusion qu'il faut le liquider, ce qui ne peut venir que de l'extérieur, des masses révolutionnaires...

Collaboration de classes sous un régime aux relents totalitaires. Le SAV du "Grand débat national" ou comment aider Macron à appliquer son programme.

Mobilisation pour l'emploi: Philippe change sa "méthode" avec les partenaires sociaux AFP 6 mai 2019

Inaugurant une "nouvelle méthode", Edouard Philippe a reçu lundi à Matignon syndicats, patronat ou encore associations d'élus pour lancer sa "mobilisation générale" pour l'emploi et l'écologie, et tenter ainsi de renouer après plusieurs mois de crise sociale avec les corps intermédiaires.

"Il faut que tout le monde se mette ensemble pour trouver la solution concrète et pratique à un problème concret et pratique", a résumé le Premier ministre à l'issue de plusieurs heures de réunion, autour d'une dizaine de ministres, et de 57 délégations regroupant des élus, des représentants des organisations syndicales et patronales ou encore des associations.

L'exécutif, soucieux de la "mise en oeuvre" de ses réformes, avait dégagé cinq sujets qu'il estimait "consensuels" pour donner le coup d'envoi de cette "mobilisation nationale et territoriale autour de la formation, l'emploi, et des grandes transitions écologique et numérique", voulue par Emmanuel Macron en réponse à la crise des "gilets jaunes".

CFDT, Laurent Berger : "Mon appréciation est simple, la porte est entrouverte et il faut mettre le pied dans la porte pour pousser nos sujets". "Comme d'habitude la CFDT jugera sur pièces mais (...) objectivement les thèmes qui sont portés sont de bons sujets", a-t-il poursuivi

Unsa, Laurent Escure : "C'est un bon début car on a le sentiment que l'on va pouvoir s'exprimer sur tous les sujets". "Maintenant l'expression qui préside c'est dire: on verra bien. On a dit au Premier ministre qu'il fallait des éléments concrets qui montrent que les discussions ont servi à quelque chose et que la parole des salariés a été entendue", a-t-il ajouté.

Force ouvrière, Michel Beaugas : Il a de son côté regretté "le grand absent de la présentation initiale: l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat". "Si le gouvernement (..) obligeait le patronat et lui-même en tant qu'employeur à relever les salaires, cela permettrait de résoudre des problèmes", a-t-il dit.

Yves Veyrier (FO) : "On n'a pas l'intention de s'inscrire dans une démarche de communication politique, on y va pour rappeler nos revendications".

Après Solidaires, c'est la CGT qui a annoncé son boycott quelques minutes avant l'ouverture du rendez-vous.

"La CGT ne participera pas à cette nouvelle réunion dont les objectifs sont loin de correspondre au mécontentement et à la colère du monde du travail et de ceux qui en sont exclus", peut-on lire dans un communiqué. (Mais la CGT ne les condamne pas. - LVOG)

La veille, le secrétaire général Philippe Martinez avait dit qu'il envisageait de ne pas s'y rendre en raison d'un ordre du jour trop flou. " (Comme si Macron pouvait prendre des mesures favorables aux travailleurs, qui sait ? - LVOG) Avec le président de la République c'est toujours pareil : 'je vous invite, mais voilà de quoi

on va discuter” AFP et Le HuffPost 6 mai 2019 (De quoi vous allez "discuter" ? Mais des besoins exprimés par les capitalistes, le Medef, de quoi donc voudriez-vous discuter avec eux et Macron, leur représentant ? - LVOG)

Notre position : Boycott, aucune relation avec Macron et son gouvernement, les élus LREM, LR, MoDem, UDI, RN, PS.

A l'heure où chaque manifestation ouvrière contre Macron et sa politique fait l'objet de provocations et de violentes répressions causant de nombreux blessés parmi les manifestants ou de simples passants, agrémentée de contrôles d'identité, de fouilles, d'arrestations arbitraires, de jugements injustes expéditifs donnant lieu à des condamnations à la prison ferme, ces scélérats acceptent de se rendre à une invitation du petit dictateur aux ordres de l'oligarchie, tandis que ceux qui s'en abstiennent quand ils n'entretiennent pas des illusions criminelles sur ses intentions, ils refusent de rompre leurs relations avec le pouvoir et les institutions de la Ve République et d'appeler l'ensemble des travailleurs à se mobiliser pour affronter le régime.

- Les syndicats de fonctionnaires dans la rue contre le gouvernement - Reuters 9 mai 2019

Les syndicats de fonctionnaires, unis pour la première fois depuis près d'un an, ont lancé jeudi une journée de grève et de manifestations pour dénoncer la réforme gouvernementale qui prévoit, entre autres, un recours élargi aux contractuels.

La mobilisation était toutefois en baisse par rapport au 22 mai 2018 - dernière journée d'action unitaire portée par la CGT, CFDT, CFTC, FO, CFE-CGC, FAFP, FSU, Solidaires, et UNSA - mais en hausse chez les enseignants en colère contre les réformes de l'Education nationale.

Le taux de participation à la grève était de 5,6% dans la fonction publique territoriale, contre 6,57% le 22 mai en fin de journée, et de 6% dans la fonction publique hospitalière contre 7,5%, un an plus tôt, selon le ministère de l'Action et des Comptes publics.

Ce taux était en revanche légèrement en hausse dans la fonction publique d'Etat, à 10,87% contre 10,29%, portée par la mobilisation des professeurs d'écoles. Près de 17,59% des enseignants du primaire étaient en grève, tout comme 11,68% des enseignants du secondaire.

Le ministère de l'Intérieur a dénombré 108.900 participants sur le territoire dont 18.000 à Paris. Un an plus tôt, la mobilisation avait rassemblé 139.000 personnes sur le territoire.

"La Confédération FO se félicite de l'importante mobilisation des fonctionnaires et agents de la Fonction publique", écrit le secrétaire général de Force ouvrière, Yves Veyrier par communiqué.

"Celle-ci exprime le rejet de l'ensemble des syndicats de la Fonction publique et doit alerter d'urgence le gouvernement sur la nécessité d'entendre l'expression syndicale et d'ouvrir, (...) une véritable négociation."

Globalement, le gouvernement n'a aucune intention d'enterrer son projet de loi de "transformation de la fonction publique", selon la terminologie officielle.

"Cette réforme est attendue par les agents, elle est attendue par les agents qui veulent de la mobilité, qui veulent accéder à la formation, qui veulent maîtriser leur carrière", a jugé sur CNEWS le secrétaire d'Etat chargé du dossier, Olivier Dussopt. Reuters 9 mai 2019

Acte 26.

Après bientôt 6 mois de mobilisation, les "gilets jaunes" s'essoufflent - AFP 12 mai 2019

Après bientôt six mois de mobilisation, le mouvement des "gilets jaunes" a de nouveau peiné à mobiliser pour son acte 26, marqué par des heurts à Nantes et Lyon, épices des manifestations du jour.

Selon le ministère de l'Intérieur, ils étaient 18.600 manifestants en France, dont 1.200 à Paris, soit la plus faible mobilisation depuis le début du mouvement le 17 novembre. Un décompte contesté par les "gilets jaunes" qui ont comptabilisé environ 37.500 manifestants (60000 sur RT - ndlr).

A Nantes, où Maxime Nicolle dit "Fly Rider" avait fait le déplacement parmi quelque 2.200 manifestants, la manifestation s'est rapidement tendue.

Des tirs de projectiles ont entraîné une riposte notamment par tirs de LBD. Un journaliste de la chaîne d'information CNews assure avoir été touché au niveau du bas ventre mais il va "bien", sa "ceinture abdominale ayant permis d'atténuer le choc". Quelque 26 manifestants ont été interpellés.

Les forces de l'ordre ont par ailleurs sorti leur arme face à un automobiliste qui tentait de forcer un barrage. Une enquête de police a été ouverte.

A Toulouse (Haute-Garonne), où la police a dénombré 1.500 personnes, le cortège était encadré par plus de 500 policiers. Des lacrymogènes ont été tirés dans l'après-midi.

A Lyon, où il y avait environ 2.000 personnes, gendarmes mobiles et CRS ont été l'objet de jets de bouteilles, pierres ou pétards, entraînant de nombreux tirs de gaz lacrymogènes. Des heurts qui ont fait 22 blessés côté forces de l'ordre, 2 côté manifestants et ont conduit à 9 interpellations, selon la préfecture.

Ailleurs, les manifestations se sont déroulées dans le calme. A Bordeaux, ex-bastion du mouvement, la mobilisation a continué de baisser avec 700 "gilets jaunes". A Montpellier, ils étaient 1.300.

À Orléans (Loiret), environ 300 "gilets jaunes" ont manifesté. Sous surveillance policière, ils ont choisi de rendre hommage, à leur manière, à Jeanne d'Arc. L'une des manifestantes, habillée d'une chasuble floquée d'une croix médiévale, défile à cheval.

À Caen (Basse-Normandie), entre 400 et 600 "gilets jaunes" ont défilé hors du périmètre interdit par la préfecture du Calvados.

À Rouen (Haute-Normandie), environ 400 personnes ont manifesté en dehors du périmètre de sécurité du centre-ville. Aucun débordement n'est à signaler.

A Nice, où une centaine de "gilets jaunes" seulement ont défilé en présence du chanteur engagé dans les européennes Francis Lalanne, le député LR Éric Ciotti a été pris à partie et traité de "collab", a constaté l'AFP. AFP 12 mai 2019

Union européenne minoritaire et illégitime.

Pourquoi les élections européennes intéressent-elles si peu ? - leparisien.fr 06.05

Moins de trois semaines avant le jour J ! Et pourtant, les élections européennes du 26 mai prochain ne semblent pas encore passionner les foules. Selon plusieurs sondages, la participation ne devrait pas dépasser... 45 voire 40 %.

Certes, ce scrutin 2019 n'est pas une exception, car l'abstention aux élections européennes est toujours très élevée. En 2009 et en 2014, moins d'un électeur sur deux s'était rendu aux urnes (respectivement 40,63 et 42,43 %). leparisien.fr 06.05

93 % des Français en âge de voter inscrits sur les listes électorales - LePoint.fr 07.05

À l'approche des élections européennes, qui se tiendront le 26 mai prochain, 47,1 millions d'électeurs sont inscrits sur les listes électorales françaises, selon les données publiées par l'Insee ce mardi 7 mai. Ce sont donc 93 % des Français en âge de voter qui étaient inscrits en avril 2019 – contre 88 % l'an passé – ainsi que 331 000 étrangers ressortissants de l'Union européenne (UE), qui ont le droit de voter en France aux élections européennes et municipales.

Le taux d'inscrits grimpe à 97 % chez les moins de 30 ans. Un chiffre très élevé qui s'explique par la procédure d'inscription d'office des jeunes à leur majorité. Le baby-boom de l'an 2000 a, par ailleurs, contribué à ces bons scores : 756 000 jeunes ayant eu 18 ans ont été inscrits sur les listes en seulement un an. LePoint.fr 07.05

Européennes: les handicapés mentaux pourront voter grâce à ce langage simplifié - Le HuffPost 11.05

Auparavant, une personne en situation de handicap psychique ou intellectuel pouvait se voir retirer son droit de vote sur décision d'un juge de tutelle. Depuis le 23 mars, les citoyens sous tutelle ont le droit de participer à l'ensemble des scrutins. Le HuffPost 11.05

À 2% dans un sondage, Hamon trouve encore des raisons de se réjouir - Le HuffPost 08 mai 2019

Benoît Hamon, il y a un mois encore, se vantait de réaliser de meilleures intentions de vote dans les sondages que certains de ses adversaires politiques. Le HuffPost 08 mai 2019

Européennes: 34 listes finalement validées pour le scrutin du 26 mai - AFP 10 mai 2019

Un nombre record de 34 listes a finalement été validé pour les élections européennes du 26 mai en France, après l'officialisation d'une 34e liste vendredi par le ministère de l'Intérieur.

Intitulée "Une Europe au service des peuples", elle s'ajoute aux 33 listes déjà publiées au JO le 4 mai.

Émanation de l'"Union des démocrates musulmans français", la liste supplémentaire est conduite par le président de cette organisation, Nagib Azergui, et compte, comme les autres listes, 79 candidats. AFP 10 mai 2019

CETA. Victoire de la Commission européenne des multinationales.

CETA : la justice européenne entérine le mécanisme d'arbitrage entre États et entreprises - latribune.fr 30.04

La justice européenne a estimé, ce mardi 30 mai, que le volet sur le système de règlement des litiges entre firmes et États prévu dans l'accord de libre échange entre l'UE et le Canada était conforme au droit européen.

C'est fait. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a donné son feu vert au chapitre le plus controversé de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Canada (CETA), en validant le système de règlement des litiges entre firmes et États (Investment Court System, ICS). A l'automne 2016, la Wallonie, région francophone belge, par l'intermédiaire de son ministre-président Paul Magnette (socialiste), s'était battue becs et ongles contre cette mesure incluse dans le CETA, bloquant la signature de l'accord par l'UE. En cause, la crainte que ce mécanisme d'arbitrage octroie un pouvoir trop important aux multinationales sur les choix légitimes des Etats en matière de santé ou d'environnement.

De fait, pour désamorcer la crise, le gouvernement fédéral belge (dont les socialistes wallons ne font pas partie) s'était engagé à saisir la Cour européenne de justice sur l'ICS. "La Cour a écarté les dernières préoccupations juridiques", a déclaré, ce mardi, le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, fervent défenseur du CETA, qui s'est également dit "ravi", dans un communiqué.

La requête portait donc sur le système de règlement des litiges entre firmes et Etats prévu dans le traité de libre-échange entre l'UE et le Canada (ICS). Ce système offre la possibilité à une multinationale investissant à l'étranger de porter plainte contre un Etat qui adopterait une politique publique contraire à ses intérêts, afin de demander réparation.

Il est très critiqué par les opposants au CETA, les ONG, les Verts et les socialistes de Wallonie. Ce mécanisme avait par exemple permis à Philip Morris d'attaquer l'Uruguay pour sa politique anti-tabac ou au géant minier Oceanagold de poursuivre le Salvador pour lui avoir refusé un permis d'exploitation pour raison environnementale.

Dans sa décision rendue ce mardi, la CJUE lève les craintes d'une justice d'exception qui porterait atteinte au droit européen du fait de garanties, suffisantes à ses yeux, introduites dans l'accord pour éviter qu'une sentence arbitrale rendue par l'ICS ne remette en cause les choix démocratiques des Etats. Cette décision attendue depuis dix-huit mois constitue une victoire pour les promoteurs du CETA, et en particulier pour la Commission européenne. Le CETA est entré en vigueur de manière provisoire dans sa quasi-totalité depuis un an et demi. latribune.fr 30.04

LVOG - Si la Cour de justice de l'Union européenne estime les "garanties" fournies par les Américains "suffisantes à ses yeux", c'est qu'elles n'existent que pour les multinationales...

Totalitarisme. Ministère de la Vérité. Propagande et censure.

Le PDG de Facebook Mark Zuckerberg invité vendredi à l'Elysée lexpress.fr 06.05

Le patron de Facebook comme le président français promeuvent en ce moment l'idée d'une régulation "intelligente" d'internet. Une équipe de fonctionnaires français travaille avec Facebook pour comprendre comment le géant américain procède pour filtrer ses contenus, et s'appuyer sur cette expérience pour proposer des pistes en matière de régulation publique. lexpress.fr 06.05

Européennes : comment Facebook tente de lutter contre les "fake news" - Franceinfo 10.05

Le réseau social a mis en place une "war room" européenne censée lutter contre les fausses informations.

Quand la fiction devient réalité ou "*Big Brother is watching you*".

- Reconnaissance faciale : l'appli Ever accusée de piocher dans vos photos - LePoint.fr 10.05

L'application de stockage en ligne de photos se sert des 13 milliards de clichés de ses utilisateurs sans les prévenir, révèle NBC.

L'expression « Big Brother is watching you » prend ici tout son sens. Selon NBC, l'application de stockage de photos Ever aurait utilisé les dizaines de millions de clichés de ses utilisateurs pour améliorer son logiciel de reconnaissance faciale. La technologie développée par Ever est vendue à des compagnies privées, à la police et même à l'armée.

Le secret a été bien gardé depuis le lancement de l'application, en 2013. Doug Aley, le PDG de l'entreprise américaine, a tenté de se défendre auprès de NBC en affirmant que les photographies stockées dans ses serveurs n'étaient jamais partagées avec ses clients et que seule la technologie de reconnaissance faciale était proposée à la vente. À chaque nouveau cliché mis en ligne sur le cloud géant d'Ever, le logiciel de reconnaissance faciale se met en route afin d'emmagasiner le plus d'informations et de renforcer la base de données de la technologie.

Mais le cas d'Ever interpelle. L'application utilise sa propre base de données alimentée chaque jour par ses millions d'utilisateurs. Plusieurs personnes utilisant Ever ont été contactées par NBC et toutes ont assuré n'avoir jamais été mises au courant du système mis en place. Ever aurait décidé il y a deux ans et demi de se lancer dans la reconnaissance faciale pour générer une nouvelle source de revenus à l'entreprise.

Et les résultats sont probants : selon un test effectué par l'agence américaine NIST, la technologie proposée par Ever aurait une précision de 99,85 %, la plaçant en haut du classement des meilleures compagnies développant un système de reconnaissance faciale. Ever ne semble pas près de vouloir renoncer à cette mine d'or d'informations et n'a pour le moment pas décidé de changer ses habitudes. LePoint.fr 10.05

LVOG - 99,85 % de précision, à condition qu'ils disposent d'une photo de vous récente, cela signifie qu'ils pourraient vous identifier n'importe où dans le monde, je vous laisse imaginer la suite...

Commentaire d'un internaute.

- "Irresponsable..."

Pourquoi donc stocker ses photos sur le "Cloud" (vrai passoire), quand un HD d'un teraoctet coûte moitié moins qu'un Iphone ?

Il y en a qui cherche toujours le bâton pour se faire battre !

Comme de confier à Facebook tous ses états d'âmes et y faire des confidences les plus intimes...

Avec ces groupes rien n'est perdu, tout se transforme... En dollars !

Les données deviennent la matière première de ces nouvelles industries, et les mines regorgeant de ce nouvel or noir, c'est nous ! Sans avoir vendu de concessions. On le leur donne gratuitement. Où plutôt ils se servent sans vergogne...

Nous avons souvent tremblés en pensant aux fichiers des préfectures dont ce sont servis les nazis pour traquer les juifs.

Je n'ose imaginer une dictature qui utiliserait les forums de la presse (celui du Point entre autres...) pour traquer les "déviant" et "subversifs".

Nous serions un certain nombre à nous faire embastiller, voire coller au poteau !"

- Une ONG américaine accuse Facebook de créer involontairement des contenus extrémistes Franceinfo 10.05

Cette organisation (National Whistleblowers Center - ndlr) a étudié pendant cinq mois les pages Facebook de 3 000 utilisateurs qui avaient "aimé" ou étaient liés à des organisations considérées comme terroristes par les autorités américaines. D'après le National Whistleblowers Center, les groupes jihadistes Etat islamique et Al-Qaïda étaient "ouvertement" actifs sur le réseau, dont les systèmes automatiques n'identifient pas toujours tous les contenus problématiques.

Les algorithmes peuvent ainsi créer automatiquement des contenus, comme par exemple les petits montages "souvenirs" qui reprennent des publications des groupes en question. Pour l'ONG, Facebook crée alors sans le vouloir des contenus extrémistes, qu'il s'attache pourtant à chasser de sa plateforme. Le réseau social "promeut des contenus (de ce type) via sa technologie", assure le National Whistleblowers Center. Franceinfo 10.05

- Singapour adopte une législation drastique contre les infox, malgré les critiques - AFP 8 mai 2019

Le gouvernement de la cité-Etat, critiquée de longue date pour les entraves à la liberté d'expression, a expliqué que ces mesures étaient nécessaires afin de lutter contre les fausses informations qui, selon lui, menacent la sécurité nationale et peuvent semer la division au sein de ce pays multi-ethnique de 5,6 millions d'habitants. AFP 8 mai 2019

Encore une loi liberticide du PS.

- "Une limite a été passée" après le rappel à l'ordre d'un enseignant qui a critiqué le projet de loi Blanquer - francetvinfo.fr 07.05

Le 11 mars dernier, Sébastien Rome, directeur d'école à Lodève, a cosigné une tribune dans Le Monde appelant les sénateurs à s'opposer au projet de loi défendu par le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer. Il a ensuite été invité sur France Bleu Hérault pour expliquer son désaccord avec le texte. Quinze jours après son passage radio, il a été convoqué par l'inspection académique puis a reçu "une lettre d'admonestation", rapporte France Bleu Hérault.

Pour Stéphane Crochet, secrétaire général du syndicat d'enseignants Unsa, il y a, avec ce courrier, "une limite qui a été passée et qui ne doit pas être passée".

L'article 1 du projet de loi Blanquer inquiète

Le syndicat est opposé à de nombreux aspects du projet de loi "pour une école de la confiance" proposé par Jean-Michel Blanquer et actuellement examiné au Sénat. Stéphane Crochet mentionne ainsi que l'article 1 prévoit de rappeler et renforcer le devoir de réserve des professeurs. "Même s'il ne vient pas modifier la loi, c'est un très mauvais signal politique envoyé à la profession, rappelant à tout le monde de bien rester dans le cadre", s'inquiète-t-il.

Le devoir de réserve imposé aux professeurs est défini par la loi de 1983 sur les droits et obligations des fonctionnaires. Elle pose les principes de "neutralité", de "discrétion professionnelle" et de "devoir de réserve". "Dans le cadre de nos fonctions, donc dans l'enceinte de l'école ou de l'établissement, nous sommes soumis au devoir de réserve. En dehors de l'établissement scolaire, nous défendons la liberté d'expression citoyenne de chacun", souligne Stéphane Crochet.

Ce n'est pas la première fois que des professeurs sont rappelés à l'ordre de cette manière. En 2018, une professeure d'un lycée de Dijon avait été convoquée pour avoir critiqué le président de la République dans une tribune. francetvinfo.fr 07.05

Ils sont en guerre permanente contre tous les peuples ou quand le capitalisme est devenu une arme de destruction massive à abolir.

La dépense militaire mondiale —selon les estimations du Sipri, le 29 avril [1]— a dépassé les 1 800 milliards de dollars en 2018, avec une augmentation en termes réels de 76 % par rapport à 1998. Selon cette estimation, on dépense chaque minute dans le monde environ 3,5 millions de dollars en armes et armées. (La locomotive US de la dépense militaire mondiale par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 7 mai 2019)

Les vases communicants.

L'impôt sur le revenu, qui rapporte chaque année près de 75 milliards d'euros à l'Etat, est actuellement payé par 16,8 millions de foyers fiscaux sur un total de 38,3 millions, soit moins de 45% des contribuables.

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, avait déclaré la semaine dernière vouloir faire profiter près de 15 millions de foyers fiscaux de cette baisse d'impôts sur le revenu, avec un gain de 180 à 350 euros par an, selon les ménages concernés.

Selon Gérard Darmanin, la baisse d'impôts de cinq milliards d'euros promise, qui vient s'ajouter à une série de mesures en faveur du pouvoir d'achat décidées sous la pression des "gilets jaunes", sera compensée par des économies équivalentes. "Nous tenons notre cap de sérieux budgétaire et nous serons encore autour de 2% de déficit l'année prochaine, comme prévu", promet le ministre. Ce dernier confirme auprès du Parisien que les niches fiscales pour les entreprises seront réduites, pour financer en partie la baisse d'impôt.

En parallèle, "des réformes comme celles de la Fonction publique, de l'assurance-chômage, de l'audiovisuel public ou encore des mesures qui incitent à travailler plus longtemps nous permettront de ne pas creuser le déficit", assure Gérard Darmanin. franceinfo 08.05

LVOG - 180 à 350 euros par an pour parvenir à leurs fins, ce n'est pas cher payé...

Démystification.

1- "On est plutôt habitué à battre des records de fortes températures avec des températures qui augmentent d'année en année (...). Les records de minimales, c'est beaucoup moins courant." (Météo : des records de froid pour un mois de mai battus de l'Oise jusqu'à la Corse. FranceInfo et AFP 06.05)

2- Pierre Palmade - "Les gays, ce sont des gens qui mangent gay, qui vivent gay, qui rient gay, qui parlent gay, qui font des films gay. Les homos, ce sont des gens qui sont homos, mais ce n'est pas marqué sur leur

front. On ne le sait pas quand ils parlent, on ne le sait pas quand ils vivent. On ne le sait que quand on va dans leur chambre à coucher."

Ce distinguo a entraîné des réactions hostiles sur les réseaux sociaux, dont celle de Joël Deumier, coprésident de SOS Homophobie et de Guillaume Mélanie, coprésident de l'association Urgence Homophobie qui refuse toutefois de taxer l'humoriste d'homophobe. "On peut avoir des paroles homophobes sans l'être foncièrement, on peut tenir des paroles homophobes, sans s'en rendre compte", explique-t-il.

L'humoriste, qui ne cache pas son homosexualité, a tenu à réagir à la polémique sur Facebook. "Je m'amuse à distinguer les homos extravertis et communautaires des homos réservés qu'on appelle 'hors milieu', sans aucun jugement de valeur, en précisant que je suis passé d'un groupe à l'autre toute ma vie, et y a quelques hystériques qui supposent que ce serait de l'homophobie ?" ("Il y a les homos et les gays" : les propos de Pierre Palmade font polémique - franceinfo 06.05)

Le système économique est devenu mafieux.

Un internaute - L'optimisation fiscale est une fraude, ce n'est pas parce qu'elle est encadrée de "lois" que ça n'en est pas une, évidemment, ils sont en capacité de faire des "lois" pour encadrer la fraude, là est la différence. Ce n'est pas la première fois que d'une pratique mafieuse on passe à un truc "légitime", tout est du même acabit. Cela pourrait être une loi si elle apportait à tous, mais elle n'apporte qu'à ceux qui ont largement assez et plus qu'assez pour vivre luxueusement

Comment je fais de l'"optimisation fiscale" avec 1000 euros ? (Dany Boon porte plainte contre Mediapart après une enquête sur des pratiques présumées d'optimisation fiscale - France 3 19-04-2019 - publié par Les Crises.fr)

LVOG - Ce qu'on a du mal à imaginer ou qu'on refuse d'admettre malgré les preuves matérielles existantes, c'est qu'ils ont conçu un système financier et une stratégie politique applicable à l'échelle mondiale sur les mêmes principes mafieux.

Ils osent tout.

- Marlène Schiappa: «Les Français ont besoin d'entendre le président» - LeFigaro.fr

- Philippe: le "pouvoir d'achat moyen" par habitant va progresser de "plus de 2%" en 2019 - AFP

Le "pouvoir d'achat moyen" par habitant va progresser de "plus de 2%" en 2019, soit "la plus forte augmentation" depuis 12 ans, a annoncé mardi le Premier ministre Edouard Philippe. AFP

- Faut-il rendre plus de vaccins obligatoires ? - Capital

La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a rendu onze vaccins obligatoires, contre trois auparavant, pour tous les enfants nés à partir du 1er janvier 2018. À l'exception des contre-indications médicales, aucune exemption ne sera possible. Capital

- Soudan: pour les militaires, la charia doit rester source de la législation - AFP

Le Conseil militaire au Soudan a affirmé mardi que la loi islamique (charia) devait rester la source de la législation, reprochant aux chefs civils de la contestation d'avoir omis de la mentionner dans leurs propositions sur une période de transition. AFP

- L'Afrique australe veut revenir en partie sur l'interdiction du commerce de l'ivoire - Franceinfo 10.05

Quatre chefs d'Etat d'Afrique australe se sont prononcés le 7 mai 2019 pour que l'interdiction du commerce de l'ivoire soit allégée. Franceinfo 10.05

Les Etats-Unis totalitaires

Les USA approuvent le déploiement de missiles Patriot au Moyen-Orient - Reuters 10.05

Le secrétariat américain à la Défense a approuvé un nouveau déploiement de missiles Patriot au Moyen-Orient, a-t-on appris vendredi auprès d'un responsable américain qui s'exprimait sous le sceau de l'anonymat.

Cette décision intervient après celle d'envoyer un groupe aéronaval et des bombardiers dans la région, afin de signaler clairement à Téhéran que toute attaque contre les intérêts de Washington ou de ses alliés serait sanctionnée, expliquait dimanche le conseiller américain à la Sécurité nationale John Bolton. Reuters 10.05

Les USA imposent de nouvelles sanctions à l'Iran - Reuters 08 mai 2019

La présidence américaine a annoncé mercredi l'instauration de nouvelles sanctions contre Téhéran, visant le secteur iranien des métaux industriels et cherchant à assécher encore les recettes de la république islamique. Reuters 08 mai 2019

Moyen-Orient et Afrique du Nord : plus de 52 millions de personnes sous-alimentées - Le Parisien 08 mai 2019

Plus de 52 millions de personnes souffrent de « sous-alimentation » au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Mena). Ce triste constat est publié mercredi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Près de 34 millions habitent dans les pays directement frappés par un conflit, comme l'Irak, la Libye, le Soudan, la Syrie et le Yémen. Le Parisien 08 mai 2019

LVOG - Avec son cynisme habituel *Le Parisien* a cru bon de préciser que "*les conflits n'expliquent pas tout*" exonérant les fomenteurs de guerres, en particulier les Etats-Unis et ses alliés...

Uber, leur modèle d'exploitation et de société.

La société Uber fait son entrée en Bourse avec une valorisation de 82 milliards de dollars - Franceinfo 10.05

En termes de valorisation boursière, Uber se retrouve ainsi, selon le cabinet Dealogic, dans les mêmes montants que Facebook à son entrée en Bourse, en mai 2012 : plus de 80 milliards de dollars.

Il s'agit de l'entrée en Bourse la plus attendue de l'année – et l'une des plus importantes de l'histoire. Uber va faire son entrée à Wall Street, vendredi 10 mai, au prix de 45 dollars (40 euros) l'action, valorisant l'entreprise à quelque 82 milliards de dollars (73 milliards d'euros), selon un communiqué.

A ce prix, sa valorisation est en-deçà des chiffres circulant ces derniers mois. Uber avait caressé l'idée d'une valorisation autour de 100 milliards de dollars (89 milliards d'euros), voire davantage, avant de revoir ses ambitions à la baisse à la suite de la déconvenue boursière de son rival, Lyft.

Uber se retrouve ainsi, selon le cabinet Dealogic, dans les mêmes montants que Facebook à son entrée en Bourse en mai 2012, en termes de valorisation boursière. L'opération permet au groupe américain de VTC, qui sera coté au New York Stock Exchange sous le symbole UBER, de lever 8,1 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros) d'argent frais. Comme le veut la tradition, son patron, Dara Khosrowshahi, devrait sonner la cloche d'ouverture de la séance boursière vendredi matin à Wall Street.

Un moment décisif pour Uber

Après des années de croissance rapide mais très mouvementée, marquée par des scandales qui ont durablement terni son image, l'arrivée à Wall Street d'Uber est extrêmement attendue dans les milieux financiers, mais aussi dans le secteur des véhicules de tourisme avec chauffeur (VTC). La société est leader du secteur, et une marque célèbre dans de nombreuses régions du monde.

Dans les documents boursiers publiés récemment dans le cadre de cette IPO ("Initial public offering"), Uber avançait une prévision de chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de dollars au premier trimestre 2019, et une

perte proche de 1 milliard de dollars. Uber cherche ainsi à se diversifier vers des activités plus rentables : livraison de repas, trottinettes, vélos... Son nouveau credo : devenir l'Amazon des transports.

Parmi les nombreux "risques" financiers actuels et futurs détaillés par Uber : la concurrence, les menaces légales et réglementaires et... les chauffeurs, qui se sont mis en grève et ont manifesté dans plusieurs villes américaines mercredi. Ces derniers affirment que l'entrée en Bourse d'Uber va enrichir de riches actionnaires, sans qu'eux-mêmes en tirent un centime. Franceinfo 10.05

Esclavagisme moderne. 23 euros par mois.

Éthiopie : le chemin de croix des travailleurs du textile - lepoint.fr 08.05

Alors que les marques internationales poursuivent leur quête incessante de lieux de confection de vêtements toujours moins chers, l'Éthiopie est devenue la dernière frontière de la mode rapide. Plusieurs facteurs ont concouru à faire de l'Éthiopie un lieu de production convoité, notamment des coûts de main-d'œuvre peu élevés, un accès commercial préférentiel aux marchés américain et européen, des incitations fiscales généreuses du gouvernement éthiopien et un important afflux d'investissements étrangers, principalement chinois.

Les parcs industriels rapportent 103 millions de dollars de devises

Entre-temps plusieurs parcs industriels sont sortis de terre, à Bole Lemi, Mekele et Adama partiellement en fonction tandis que le parc industriel de Hawassa est pleinement opérationnel, situé à quelque 270 km de la capitale. Dans les années à venir, l'Éthiopie espère disposer de 30 parcs industriels au total, dans le cadre d'une stratégie visant à accroître les recettes en devises et les investissements directs étrangers. Et le pays d'accroître ainsi ses recettes en devises : jusqu'à 103 millions de dollars des exportations générées au cours des neuf derniers mois, selon la Commission éthiopienne des investissements (EIC). Cela représente une augmentation de 40 % par rapport à la performance de l'année dernière pour la même période. Abebe Abebayehu, commissaire éthiopien à l'investissement, a annoncé que les chaussures et autres articles en cuir, ainsi que les textiles et les vêtements avaient été exportés vers l'Europe, les États-Unis, l'Asie et d'autres destinations. D'après lui, les parcs industriels du pays ont créé plus de 70 000 emplois, et l'Éthiopie a pu attirer 2,5 milliards de dollars d'investissements étrangers directs au cours de ces neuf mois.

Des conditions de travail qui se dégradent

De très bons résultats qui ne sauraient cacher les graves inégalités que révèlent le dernier rapport du Centre Stern pour les affaires et les droits de l'homme de l'université de New York. Les auteurs n'y vont pas par quatre chemins : « le plan de l'Éthiopie pour devenir un grand pays exportateur de vêtements repose en grande partie sur l'hypothèse selon laquelle les travailleurs accepteraient le salaire de base extrêmement bas de 26 dollars par mois, ce qui ne suffit pas, même en Éthiopie », a déclaré Paul Barrett, directeur adjoint du de l'organisme américain.

En effet, selon cette étude, intitulée « Fabriqué en Éthiopie : les défis de la nouvelle frontière de l'industrie du vêtement », les salariés des usines de vêtements d'Éthiopie, qui travaillent pour des marques comme Guess, H&M ou Calvin Klein, sont les moins bien payés au monde, avec seulement 26 dollars (23 euros) par mois. En comparaison, les salariés du Bangladesh, notoirement mal payés, gagnent 95 dollars par mois, ceux du Kenya 207 et ceux de Chine 326 dollars. « Plutôt que la force de travail docile et bon marché promue en Éthiopie, les fournisseurs basés à l'étranger ont rencontré des employés qui sont malheureux de leur rémunération et de leurs conditions de vie, et qui veulent de plus en plus protester en cessant le travail ou même en démissionnant », a ajouté Paul Barrett.

« Dans leur empressement à créer une marque made in Ethiopia, le gouvernement, les marques mondiales et les fabricants étrangers n'ont pas prévu que le salaire de base était tout simplement trop faible pour que les travailleurs puissent en vivre. ». L'étude s'est penchée sur le parc industriel d'Hawassa (sud), l'un des cinq centres industriels inaugurés par le gouvernement depuis 2014, qui emploie 25 000 personnes et fabrique des vêtements pour des marques du monde entier. À terme, environ 60 000 personnes devraient y travailler. Des entreprises chinoises, indiennes et sri-lankaises ont ouvert des usines dans ce parc.

Aliénation, manque de formation : les maux des employés éthiopiens

L'Éthiopie n'a pas instauré de salaire minimum dans le secteur privé. Selon le rapport, les salariés de la confection, parmi lesquels de nombreuses femmes, ont du mal à s'en sortir, sont très peu formés et des conflits culturels les opposent aux dirigeants des usines, originaires d'Asie. Le gouvernement espère que les exportations de vêtements, qui représentent actuellement 145 millions de dollars par an, vont grimper à environ 30 milliards. Un objectif qui « paraît irréaliste », selon le rapport, ne serait-ce que parce que les bas salaires ont entraîné une productivité médiocre, des grèves à répétition et un fort turn-over.

Compte tenu du peu de formation (parfois de deux semaines à peine), la frustration suscitée par le salaire des travailleurs, combinée au mal du pays et à d'autres aspects défavorables de la vie de l'usine, a entraîné un sentiment d'aliénation et un manque de volonté de travailler de manière productive. Les travailleurs, dont beaucoup viennent de petits villages ruraux, ne reçoivent pas une formation suffisante à la culture de la vie en usine. Les différences culturelles exacerbent des conditions de travail déjà frustrantes.

Pas de syndicat

Les syndicats n'ont joué aucun rôle dans la syndicalisation des travailleurs ou dans la revendication d'une meilleure rémunération ou de meilleures conditions de travail à Hawassa. La loi éthiopienne, en théorie, garantit la liberté d'association, mais le pays possède un mouvement syndical faible, qui n'a pas tenté d'organiser les employés de la zone industrielle. Au lieu de la représentation syndicale traditionnelle, les « comités d'entreprise » sont censés promouvoir les intérêts des employés d'usine à Hawassa. Vu sous cet angle, fabriquer un tee-shirt basique à Hawassa coûte plus cher qu'un fournisseur bangladais, a déclaré un expert au Centre. La main-d'œuvre éthiopienne s'est avérée considérablement plus coûteuse que ce que le gouvernement avait initialement annoncé.

« Les marques peuvent atténuer ces difficultés pour les fournisseurs et leurs employés en alignant les pratiques commerciales sur les réalités en Éthiopie », a déclaré Dorothee Baumann-Pauly, directrice de la recherche au Centre Stern. « Des engagements à long terme, des investissements dans la formation initiale et continue et la fourniture d'avantages non financiers tels que des subventions pour les repas, le transport et le logement peuvent contribuer à accroître les niveaux d'efficacité actuellement faibles et éventuellement conduire à des salaires plus élevés. » lepoint.fr 08.05

LVOG - Cet argument devrait suffire pour rompre avec le capitalisme et briser la bonne conscience de ceux qui s'y refusent. En Inde, à Pondichéry, dans une usine textile (Baradi mill ou Anglo-French textile) le salaire minimum est environ de 100 euros par mois, plus quelques avantages sociaux... Il y a déjà quelques années ces usines avaient perdu leurs principaux clients à l'exportation pour cause de main d'oeuvre trop chère, mais avec un marché intérieur de 1,4 milliards d'Indiens à vêtir cela n'entraîna aucune perte d'emplois...

- Une institutrice américaine, malade du cancer, contrainte de payer le salaire de son remplaçant - Franceinfo 10 mai 2019

Malade, elle doit payer près de 200 dollars (environ 180 euros) par jour à celui qui la remplace. En Californie (Etats-Unis), des parents d'élèves d'une école de San Francisco ont organisé une collecte de fonds pour aider financièrement une institutrice malade du cancer, tenue par la loi de rembourser le salaire de son remplaçant dans l'établissement scolaire.

Cette situation "n'est pas propre au district ou à San Francisco", assure à l'AFP la porte-parole du district scolaire. D'après elle, l'obligation de remboursement s'applique dans toutes les écoles de Californie, conformément au code de l'éducation en vigueur dans cet Etat depuis 1976.

En vertu de l'accord conclu entre le district et les organisations syndicales à San Francisco, chaque enseignant a droit à dix jours de congés maladie payés chaque année. Les jours non pris peuvent se cumuler d'année en année. Une fois ces jours épuisés, les enseignants malades peuvent encore bénéficier de 100 jours de congés prolongés, durant lesquels ils reçoivent cependant "l'intégralité de leur salaire moins le coût de leur remplaçant", explique la porte-parole.

Près de 14 000 dollars récoltés

Enseignante en deuxième année de maternelle, l'institutrice exerce dans l'école depuis dix-sept ans. Elle souffre d'un cancer du sein et a demandé aux nombreux médias s'intéressant à son cas de protéger son anonymat.

"C'est une enseignante super, ce n'est pas juste. C'est fou !", a réagi un parent d'élèves sur des télévisions locales. La collecte de fonds organisée sur internet par les parents de l'école élémentaire Glen Park a permis de lever près de 14 000 dollars (environ 12 450 euros) et est désormais close.

Les syndicats ont assuré vouloir renégocier ce système. Mais "nous travaillons dans le cadre d'un système éducatif public qui est financièrement atone", a estimé le président de l'association des enseignants de Californie. franceinfo avec AFP 10 mai 2019

LVOG - On retiendra que cet accord scélérat a été "*conclu entre le district et les organisations syndicales à San Francisco*". Un véritable syndicat ouvrier refuserait de signer un tel accord et mobiliserait les enseignants pour son abrogation.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

Venezuela : comment le directeur du SEBIN a manipulé la CIA par Valentin Vasilescu - Réseau Voltaire 7 mai 2019

Après quatre mois de pression exercée par les espions de la CIA, les généraux de l'armée vénézuélienne restent toujours fidèles au président légitime, Maduro. Tous ont été approchés et ont participé à des discussions avec des espions de la CIA (déguisés en représentants de l'opposition). On leur a promis des sommes énormes pour trahir. Sous les ordres de Nicolás Maduro, la Russie coordonne les services de renseignement du Venezuela. Par peur des Russes ou par fidélité, les généraux vénézuéliens leur ont rapporté tous les détails et leur ont appris quoi et comment ils devaient faire ce qu'on attendait d'eux. Même le général Manuel Ricardo Christopher Figuera, directeur du SEBIN (les services de Reneseignement), a déserté avec l'approbation des Russes, car son épouse était prise en otage par les États-Unis. Quand Washington a cru que Maduro avait été trahi par les chefs de l'armée, il a organisé la comédie du coup d'État. Ce fut un fiasco total de la part de l'espionnage états-unien.

En 1989, les généraux de l'armée roumaine subissaient les mêmes pressions que leurs homologues soviétiques. C'est le cas par exemple du premier sous-ministre de la Défense, le lieutenant général Athanasie Stanculescu, formé par l'espionnage britannique. C'est lui qui a organisé le coup d'État suivi de l'exécution des époux Ceausescu. C'est lui qui a inventé la comédie sanglante avec les terroristes. Donc, pour les généraux vénézuéliens, il y a déjà eu un modèle en Roumanie.

Sans rien demander à personne, le président Trump a admis qu'après cet échec il avait appelé Poutine, pour parler du Venezuela, de l'Ukraine et de la Syrie. Trump a insinué que l'utilisation de l'Ukraine comme monnaie d'échange aurait persuadé Poutine de laisser le Venezuela aux mains des États-Unis. Ce qui est un autre énorme mensonge. Tout comme quand les États-Unis ont menti à la Russie en affirmant qu'après l'unification de l'Allemagne, l'Otan ne s'étendrait pas jusqu'à ses frontières.

Les mensonges de Trump n'était pas destiné à tromper Poutine, mais les généraux du Venezuela. Il reste à voir si les généraux vénézuéliens vont trahir leur président légitime, en passant du côté d'un agent US, ou bien conserver leur dignité d'officier. Réseau Voltaire 7 mai 2019

Levée des sanctions US contre un général vénézuélien en rupture avec Maduro - Reuters 8 mai 2019

Le vice-président américain, Mike Pence, a annoncé mardi que les Etats-Unis levaient l'ensemble des sanctions qui pesaient sur le général Manuel Cristopher Figuera, ancien chef des services de renseignement du Venezuela, qui est passé la semaine dans le camp des opposants au président Nicolas Maduro.

"Nous espérons que cette mesure encouragera d'autres personnes à suivre l'exemple du général Cristopher Figuera et d'autres militaires", a dit Mike Pence dans un discours préparé pour une conférence au département d'Etat. Reuters 8 mai 2019

Venezuela — Erratum - Réseau Voltaire 11 mai 2019

Le Venezuela a été le théâtre d'un coup d'État improvisé, le 30 avril et le 1er mai 2019 [1]. Le directeur du SEBIN (Servicio Bolivariano de Inteligencia Nacional), le général Manuel Ricardo Cristopher Figuera, qui était en relation avec la CIA depuis plus d'un an, et allait être arrêté a tenté le tout pour le tout.

Selon ses propres déclarations, il conserverait son amitié pour le président Nicolás Maduro, mais aurait tenté de « sauver » son pays de l'influence de son entourage. C'est lui qui a prétendu, à tort, que plusieurs haut-fonctionnaires s'étaient retournés contre le régime constitutionnel.

Une cinquantaine de sous-officiers, d'officiers supérieurs et généraux, aurait fait défection. Ils ont été arrêtés ou ont pris la fuite.

Le fiasco de cette tentative de putsch a provoqué une vive tension entre le conseiller national de sécurité US, John Bolton, qui l'avait guidée, et le président Donald Trump, qui était opposé une action pouvant conduire les États-Unis à la guerre.

La seule analyse qui reste juste, est celle formulée par Thierry Meyssan sur Russia Today, il y a deux ans : le Pentagone mène une opération de destruction des structures étatiques du Bassin des Caraïbes, sans lien avec la nature des divers gouvernements de cette région. Pour ce faire, il a recours à des combattants Latino-Américains, mais n'a aucune intention d'entrer lui-même en guerre.

Nous avons publié en plusieurs langues deux articles erronés à propos des événements du 30 avril [2]. Contrairement à ce que nous indiquions, les services de Renseignement russes, qui forment actuellement leurs équivalents locaux, n'ont pas de rôle décisionnaire au Venezuela. Selon nos informations, toutes les décisions sont prises personnellement par le président Maduro, bien qu'il n'ait pas de formation spécialisée en la matière. Réseau Voltaire 11 mai 2019

[1] « Coup d'État hollywoodien au Venezuela », Réseau Voltaire, 1er mai 2019.

[2] « Venezuela : comment le directeur du SEBIN a manipulé la CIA » et « Venezuela : comment le SEBIN a piégé la CIA ».

Afrique du Sud.

Afrique du Sud: la victoire aux législatives de l'ANC officialisée - AFP 11 mai 2019

La Commission électorale sud-africaine (IEC) a confirmé samedi le succès en demi-teinte du Congrès national africain (ANC) aux élections législatives, qui offre un mandat fragile au président Cyril Ramaphosa pour sortir le pays de la crise.

Après dépouillement de l'ensemble des 22.925 bureaux de vote du pays, l'ANC l'a nettement emporté avec 57,5% des suffrages exprimés qui lui assurent une majorité absolue de 230 des 400 sièges de l'Assemblée nationale.

Ce résultat est le plus mauvais jamais réalisé par le parti historique de Nelson Mandela en vingt-cinq ans de pouvoir. En 2014, l'ANC avait obtenu 62,1% des voix et 249 députés.

Il a devancé l'Alliance démocratique (DA, centre) de Mmusi Maimane, qui cède du terrain avec 20,7% des suffrages et 84 députés (22,2% et 89 députés en 2014).

Sur la troisième marche du podium, les Combattants pour la liberté économique (EFF, gauche radicale) de Julius Malema réalisent une forte progression avec 10,7% des voix et 44 députés (6,3% et 25 députés en 2014).

S'exprimant en tant que chef de l'Etat, Cyril Ramaphosa a salué une "victoire de la démocratie". "Notre peuple s'est prononcé clairement et fermement. Il s'est prononcé pour une Afrique du Sud unie, pour une société plus équitable", a-t-il ajouté.

Cyril Ramaphosa, syndicaliste sous l'apartheid avant de devenir l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays, il répète depuis qu'il va éradiquer la corruption et relancer l'économie.

Le parti au pouvoir a également sauvé les meubles dans les élections régionales en gardant la majorité dans huit des neuf provinces du pays, dont celle emblématique du Gauteng (Johannesburg et Pretoria) d'extrême justesse (50,19%). AFP 11 mai 2019